

ASSOCIATION ALLIANCE POUR L'EDUCATION - UNITED WAY

**Tour Michelet
24, cours Michelet**

92 800 PUTEAUX

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 AOUT 2024

SOMMAIRE

RAPPORT DU COMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

COMPTES ANNUELS

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**EXERCICE CLOS LE 31 AOÛT 2024**

ALLIANCE POUR L'EDUCATION - UNITED WAY

Tour Michelet, 24 cours Michelet
92 800 PUTEAUX

Aux membres de l'association,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association relatifs à l'exercice clos le 31 août 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion***Référentiel d'audit***

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} septembre 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « 5.1.1 – Changement de méthode comptable » de l'annexe des comptes annuels qui expose les modalités de première application du règlement ANC n°2022-04 relatif à la présentation d'un état séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement

détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Levallois-Perret, le 15 janvier 2025

CROWE HAF
Membre de CROWE Global



Marc de Prémare

Alliance pour l'Education - United Way

Actif			Au 31/08/2024			Au 31/08/2023		
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net			
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement	149	149				
		Frais de recherche et développement						
	Donations temporaires d'usufruit							
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾							
	Immobilisations incorporelles en cours							
	Avances et acomptes	TOTAL	149	149				
	Immobilisations corporelles	Terrains	18 480	9 515	8 964	6 081		
		Constructions						
		Inst.techniques, mat.out.industriels						
		Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes	TOTAL	18 480	9 515	8 964	6 081			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés								
Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées	152		152				
	Autres titres immobilisés							
	Prêts	191		191	191			
	Autres	344		344	191			
Total I			18 973	9 664	9 309	6 273		
Actif circulant	Stocks et en cours							
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés	1 120 347	123 647	996 700	452 868		
		Créances reçues par legs ou donations						
		Autres					TOTAL	1 120 347
	Divers	Valeurs mobilières de placement	849 410		849 410	432 071		
		Instruments de trésorerie						
Disponibilités		2 551					2 551	11 517
Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾		TOTAL II					1 972 310	123 647
Frais d'émission des emprunts III								
Primes de remboursement des emprunts IV								
Ecart de conversion Actif V								
TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)			1 991 284	133 311	1 857 972	902 730		
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)							

Alliance pour l'Education - United Way

Passif		Au 31/08/2024	Au 31/08/2023
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres	335 690	198 479
	Report à nouveau	62 067	97 586
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	378 087	101 692
	Situation nette (sous-total)	775 846	397 758
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		775 846	397 758
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	260 100	
Total II		260 100	
Provisions	Provisions pour risques	300 000	
	Provisions pour charges		
Total III		300 000	
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾	497	
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	38 990	41 671
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	83 043	119 899
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	96 661	5 000
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance	302 833	338 401
Total IV		522 026	504 972
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		1 857 972	902 730
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

Alliance pour l'Education - United Way

		Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois	Du 01/09/2022 Au 31/08/2023 12 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	765 000	730 500
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service		
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	933 752	304 323
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels	443 364	90 552
	Mécénats	21 000	40 000
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières	993 887	1 036 730
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	109 880	35 187
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	22	399
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	3 266 908	2 237 694
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	393 935	301 686
	Aides financières	815 169	799 305
	Impôts, taxes et versements assimilés	41 343	43 057
	Salaires et traitements	684 302	658 466
	Charges sociales	228 163	224 596
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	4 487	3 760
	Dotations aux provisions	408 869	65 051
	Reports en fonds dédiés	260 100	
	Autres charges	57 643	40 437
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	2 894 014	2 136 360
1. Résultat d'exploitation (I-II)		372 893	101 333

Alliance pour l'Education - United Way

		Du 01/09/2023 Au 31/08/2024 12 mois	Du 01/09/2022 Au 31/08/2023 12 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	6 500	358
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III	6 500	358
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)		6 500	358
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		379 393	101 692
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	-1	
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	-1	
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		1	
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII		1 307	
Total des produits (I + III + V)		3 273 408	2 238 052
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		2 895 320	2 136 360
EXCÉDENT OU DÉFICIT		378 087	101 692
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature		258 284	266 942
Bénévolat			
Total		258 284	266 942
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens		203 778	206 908
Prestations en nature		54 506	60 033
Personnel bénévole			
Total		258 284	266 942

KPMG ESC & GS
Expertise Comptable, Gestion Sociale, Conseil
Tour Eqho
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris la Défense Cedex
Telephone: +33 (0)1 55 68 86 66
Telefax: +33 (0)1 55 68 86 60
Internet: www.kpmg.fr

Alliance pour l'Education - United Way

Annexe aux comptes annuels de l'exercice clos au 31 août 2024
Montants exprimés en EUR

KPMG ESC & GS
Expertise Comptable, Gestion Sociale, Conseil

Ce rapport contient 24 pages

Table des matières

1	Objet social	3
2	Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées	4
3	Description des moyens mis en œuvre	6
4	Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture	7
4.1	Faits caractéristiques de l'exercice	7
4.2	Faits caractéristiques postérieurs à la clôture	7
5	Principes et méthodes comptables	8
5.1	Principes généraux	8
5.1.1	Changement de méthode comptable	8
5.2	Principales méthodes comptables	8
5.2.1	Présentation des comptes	8
5.2.2	Méthode générale	8
6	Informations relatives aux postes du bilan	9
6.1	Actif immobilisé	9
6.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	9
6.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	9
6.2	Actif circulant	10
6.2.1	Créances	10
6.2.2	Précisions sur autres créances	10
6.3	Tableau des dépréciations de l'Actif	11
6.3.1	Disponibilités	12
6.3.2	Charges constatées d'avance	12
6.4	Fonds propres	12
6.4.1	Tableau de variation des Fonds propres	12
6.5	Fonds dédiés	13
6.6	Provision pour risques et charges	13
6.7	Dettes	14
6.7.1	Etat des dettes	14
6.7.2	Charges à payer	14
6.7.3	Produits constatés d'avance	14
7	Informations relatives au Compte de résultat	15

7.1	Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat	15
8	Etat des avantages et ressources provenant de l'étranger	17
9	Informations relatives à l'effectif	18
10	Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan	19
10.1	Engagements financiers donnés et reçus	19
10.2	Contributions volontaires en nature	19
11	Compte de résultat par origine et par destination et compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public	20
11.1	Définition des missions sociales	20
11.2	Ressources issues de la générosité du public et autres ressources	22
11.3	Affectation des charges aux rubriques du compte d'emploi des ressources	22
11.4	Financement des emplois par les ressources issues de la générosité du public	23
11.5	Présentation du compte de résultat par origine et par destination et du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public pour l'exercice 2024	24
11.5.1	Le compte de résultat par origine et par destination	24
11.5.2	Le compte d'emploi des ressources	25

1

Objet social

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

L'Association a pour objet d'améliorer les conditions de vie des plus démunis, autour de trois piliers essentiels l'Éducation, la Santé, et l'insertion par l'Emploi. L'Association favorise la réussite des jeunes issus des territoires défavorisés et leur future insertion professionnelle.

Pour cela, l'association fait appel à l'impact collectif et met en place une collaboration avec :

- Les entreprises ;
- Les fondations d'entreprises ;
- Les clubs de mécènes ;
- Les acteurs publics ;
- Les associations ;
- Les établissements scolaires.

Par un mode opératoire unique en France, Défi Jeunesse démultiplie l'impact social de la solution et associe tous ses contributeurs à un effet vertueux. Les actions s'inscrivent directement dans la contribution à l'atteinte des objectifs de développement durables des Nations Unies suivants :

- Partenariats pour la réalisation des objectifs
- Accès à une éducation de qualité
- Réduction des inégalités

2 Nature et périmètre des activités ou missions sociales réalisées

Les activités de l'association ont pour but de :

Favoriser l'égalité des chances et l'accrochage scolaire pour les jeunes des territoires prioritaires et milieux ruraux afin de leur permettre de faire des choix éclairés pour leur avenir. Partout en France où il est déployé, le programme Défi Jeunesse porté par Alliance pour l'éducation – United Way favorise ainsi l'égalité des chances dans l'accès à des choix d'orientation éclairés, sans discrimination.

Le cœur de notre action s'appuie sur l'impact collectif. Nous mobilisons les établissements scolaires, associations, entreprises, acteurs publics, philanthropes et articulons leurs interventions et compétences complémentaires au sein d'un programme commun (Défi Jeunesse) pour les faire agir ensemble et démultiplier l'impact que chaque acteur aurait eu séparément.

Alliance pour l'éducation - United Way a pour mission de co-construire et de coordonner des programmes d'éducation en France, pour permettre aux jeunes issus de quartiers populaires de réaliser leur potentiel. Elle agit auprès de collégiens et de lycéens d'établissements du Réseau d'Education Prioritaire afin de favoriser une orientation « choisie », de faciliter leur future insertion professionnelle et de développer les compétence, codes et qualités qui mènent à l'emploi.

Son modèle d'intervention fédérateur de parties prenantes aux apports complémentaires articulées dans un programme sur la durée est unique. En effet, si de nombreuses associations agissent en faveur de l'orientation et l'insertion professionnelle et sociale des jeunes l'impact de leurs interventions reste souvent limité par un caractère ponctuel, parfois tardif dans la scolarité des jeunes, souvent centré sur un contenu.

Avec le Défi Jeunesse, Alliance pour l'éducation – United Way et ses partenaires de l'Éducation nationale, associatifs du monde économique ont bâti un programme collectif et complet, permettant à chaque association d'intervenir selon son cœur de métier, en complémentarité avec les autres associations opérantes, tout en assurant un suivi des jeunes bénéficiaires sur leur scolarité, dès leur entrée en 6ème, et jusqu'au la 3ème au collège et ensuite, au lycée.

Cette solution collective coordonnée par L'Alliance pour l'Education - United Way apporte des réponses innovantes et adaptées aux spécificités locales et fédère les actions déjà existantes en mobilisant différents acteurs d'un même territoire (collèges, lycées, institutions, associations, entreprises). Les conventions de partenariats, le reporting, et l'évaluation notamment, sont concentrées en un seul point d'entrée.

En 2023-2024

- 15 011 jeunes ont été accompagnés sur l'année
- dans 40 établissements partenaires (36 collèges et 4 lycées), sur 10 territoires,
- grâce à la mobilisation de 43 associations partenaires,
- au soutien de 32 entreprises membres et partenaires,
- et à l'engagement de 1197 de leurs collaborateurs.

Entre autres activités :

- 10 stages collectifs ont bénéficié à 117 jeunes
- 30 visites d'entreprise ont bénéficié à 579 jeunes
- 19 journées innovation ont bénéficié à 704 jeunes
- 25 forums des métiers ont bénéficié à 2 770 jeunes
- 22 ateliers de coaching ont bénéficié à 468 jeunes.

3 Description des moyens mis en œuvre

Les ressources de l'Alliance pour l'Education – United Way peuvent être

- Les cotisations de ses membres,
- Les dons et mécénat,
- Les subventions publiques et concours publics, y compris les fonds européens,
- Les contributions financières sans contrepartie
- D'autres produits divers

Afin de réaliser ses missions, l'Alliance pour l'Education – United Way s'appuie sur une équipe opérationnelle composée d'une quinzaine de salariés et sur des partenariats avec des acteurs du secteur.

Elle bénéficie également de contributions volontaires en nature et notamment :

- Mise à disposition de locaux
- Mise à disposition de personnes

4 Faits caractéristiques d'importance significative, de l'exercice et postérieurs à la clôture

4.1 Faits caractéristiques de l'exercice

L'exercice a été caractérisé par les faits d'importance significative suivants :

- Une nouvelle convention de financement public FSE+ a été signée sur l'année scolaire 2023-2024 (selon les nouvelles règles applicables sur la base d'un barème standard de coûts unitaires).
- L'association a organisé un Gala en mars 2024.

4.2 Faits caractéristiques postérieurs à la clôture

Néant.

5 Principes et méthodes comptables

5.1 Principes généraux

Les comptes annuels de l'association pour cet exercice clos ont été arrêtés conformément aux dispositions du code de commerce, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC 2018-06 et, à défaut d'autres dispositions spécifiques, à celles du règlement ANC 2014-03 relatif au plan comptable général.

5.1.1 Changement de méthode comptable

L'exercice 2024 est marqué par la première application du règlement ANC n°2022-04 modifiant le règlement ANC n°2018-06 qui impose la présentation d'un état séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger.

5.2 Principales méthodes comptables

5.2.1 Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- Le bilan,
- Le compte de résultat,
- L'annexe.

5.2.2 Méthode générale

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de commerce et du Plan comptable général.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments inscrits en comptabilité a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

6 Informations relatives aux postes du bilan

6.1 Actif immobilisé

6.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
Immobilisations incorporelles	149	-	-	149
Immobilisations corporelles	30 777	7 370	19 667	18 480
Immobilisations financières	191	152	-	344
Dépôts et cautionnements	191	-	-	191
Titres de participation	0	152	-	152
Total	31 118	7 674	19 667	18 973

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

6.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

Situations et mouvements	A	B	C	D
Rubriques	Amortissements cumulés au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions d'amortissements de l'exercice	Amortissements cumulés à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles	149	-	-	149
Immobilisations corporelles	24 696	4 488	19 667	9 515
Immobilisations financières	-	-	-	-
Total	24 845	4 488	19 667	9 664

Une dépréciation est comptabilisée quand la valeur actuelle d'un actif est inférieure à la valeur nette comptable.

6.1.2.1 Modalités d'amortissements

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Immobilisations incorporelles		
Concessions, brevet, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	Linéaire	3 à 8 ans
Immobilisations corporelles		
Installations techniques	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel et outillage industriel	Linéaire	5 à 10 ans
Matériel de bureau	Linéaire	1 à 5 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	10 ans

6.2 Actif circulant

6.2.1 Créances

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Échéances à moins d'1 an	Échéances à plus d'1 an
Créance de l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations			
Prêts (1)			
Créances de l'actif circulant			
Créances clients et comptes rattachés			
Autres	1 120 347	1 120 347	-
Charges constatées d'avance	2 551	2 551	
Total	1 122 899	1 122 899	-

(1) Prêts accordés en cours d'exercice

Prêts récupérés en cours d'exercice

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours

Les 1 120 K€, montant brut avant dépréciation de 123 K€ (cf. § 6.3 détaillant les dépréciations de l'actif), correspondent à 769 K€ de subventions à recevoir (cf. § 6.2.2), 351 K€ de produits à recevoir.

6.2.2 Précisions sur autres créances

- Subventions à recevoir

Rubriques	Valeur brute à l'ouverture de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur brute à la clôture de l'exercice
FSE 2019/2020	113 630	-		
FSE 2020/2021	198 705	-	312 335	-
FSE+ 2023/2024	-	642 138	-	642 138
Région Occitanie 2020/2021	21 400	-	-	21 400
Région Occitanie 2021/2022	17 000	-	-	17 000
Région Occitanie 2022/2023	21 560	-	-	21 560
Région Occitanie 2023/2024	-	33 661	16 831	16 831
Région IDF 2022/2023	36 572	3	36 575	-
Région IDF 2023/2024	-	50 000	-	50 000
Total	408 867	725 802	365 740	768 929

Les diminutions apportées aux créances FSE Créteil 2019/2021, Région Occitanie 2023/2024 et Région IDF FSE 2022/2023 d'un montant de 366 K€ correspondent aux versements des soldes après contrôle de service fait.

L'association a signé le 23/02/2024 une nouvelle convention européenne FSE+ au titre de l'année scolaire 2023/2024 pour 642 K€. Celle-ci est calculée selon les nouvelles règles applicables sur la base d'un barème standard de coûts unitaires fixé à 941,27€ par élève.

La créance Région Occitanie n'a pas donné lieu à versement au cours de l'exercice 2023/2024. Les dossiers d'utilisation des fonds sont en cours de vérification par les autorités qui ne verseront les fonds définitivement qu'à l'issue du contrôle.

- Produits à recevoir

Les produits à recevoir d'un montant de 351 K€ correspondent, quant à ceux-ci, pour l'essentiel à des contributions financières et des cotisations rattachées à l'exercice mais encaissées au cours du dernier trimestre 2024 (conventions).

6.3 **Tableau des dépréciations de l'Actif**

Rubriques	Situations et mouvements			
	A	B	C	D
	Dépréciations au début de l'exercice	Augmentations : dotation de l'exercice	Diminutions : reprise de l'exercice	Dépréciations à la fin de l'exercice
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations corporelles				
Stocks				
Créances	120 211	108 868	105 433	123 646
Immobilisations financières				
Total	120 211	108 868	105 433	123 646

Les subventions à recevoir sur les subventions soumises à « contrôle de service fait » (fonds européens - FSE, Région Occitanie, Région IDF) font l'objet d'une dépréciation de 15% lors de leur comptabilisation en subvention à recevoir. Cette dépréciation permet de tenir compte des aléas qui subsistent au moment de la comptabilisation, les sommes étant versées jusqu'à 30 mois plus tard et après des vérifications par les autorités publiques qui peuvent conduire à un abattement sur le montant définitif versé.

La nouvelle convention FSE+, régit par des règles différentes fait également l'objet d'une dépréciation de 15% lors de leur comptabilisation en subvention à recevoir.

L'augmentation de 109 K€ correspond à la dépréciation appliquée :

- A hauteur de 15% à la nouvelle créance comptabilisée pour 34 K€ et relative à la Région Occitanie au titre de l'année scolaire 23/24
- A hauteur de 15% à la nouvelle créance comptabilisée pour 50 K€ et relative à la Région IDF au titre de l'année scolaire 23/24
- A hauteur de 15% à la nouvelle créance comptabilisée pour 642 K€ et relative au FSE+ au titre de l'année scolaire 23/24

La diminution correspond à la reprise de provision suite aux versements du solde des créances.

6.3.1 Disponibilités

Les disponibilités s'élèvent à 849 K€ et sont composées de comptes courants, de compte à terme, d'intérêts courus et de livrets.

6.3.2 Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance d'un montant de 2 K€ sont relatives à des charges d'exploitation.

6.4 Fonds propres

6.4.1 Tableau de variation des Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou consommation		A la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise								
Fonds propres avec droit de reprise								
Ecart de réévaluation								
Réserves	198 480		-	137 211	-	-	-	335 690
Report à nouveau	-39 625	101 692	-	-	-	-	-	62 067
Boni de liquidation	137 211		-		-	137 211	-	-
Excédent ou déficit de l'exercice	101 692	-101 692	-	378 088	-	-	-	378 087
Situation nette	397 758	-	-	515 299	-	137 211	-	775 846
Fonds propres consommables								
Subventions d'investissement								
Provisions réglementées								
Total	397 758	0	0	515 299	0	137 211	0	775 846

6.5

Fonds dédiés

Lorsqu'une ressource inscrite, au cours de l'exercice, au compte de résultat dans les produits, n'a pu être utilisée en totalité au cours de cet exercice, l'engagement d'emploi pris par l'entité envers le tiers financeur est inscrit en charges sous la rubrique « reports en fonds dédiés » et au passif du bilan sous le compte « fonds dédiés ».

Ces sommes sont rapportées au compte de résultat au fur et à mesure de leur utilisation avec pour contrepartie les comptes d'utilisation de fonds dédiés, poste « *Utilisations des fonds dédiés* » dans les Produits au compte de résultat.

	Fonds à dégager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	Montant global	Augmentation : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant global
Projet 1 - Mes premiers pas au collège	-	32 100	-	32 100
Projet 2 - Découverte du monde professionnel	-	35 500	-	35 500
Projet 3 - Objectif brevet !	-	38 200	-	38 200
Projet 4 - Une orientation choisie pour oser	-	43 500	-	43 500
Projet 5 - Déployer le programme Défi Jeunesse	-	110 800	-	110 800
Total	-	260 100	-	260 100

6.6

Provision pour risques et charges

	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
Provisions	Montant global	Augmentation : dotation de l'exercice	Diminutions : reprises de l'exercice	Montant global
Provisions pour risques (1)	-	300 000	-	300 000
Provisions pour charges	-	-	-	-
Total	-	300 000	-	300 000

- (1) La provision concerne la nouvelle convention FSE+ calculée selon les nouvelles règles applicables sur la base d'un barème standard de coûts unitaires. Compte tenu du caractère nouveau de la convention et du risque d'indu, il a été décidé de constater une provision pour risque à hauteur de 300 K€.

6.7 Dettes

6.7.1 Etat des dettes

Dettes	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Échéances		
		à moins d'un an	à plus d'un 1 an	à plus de 5 ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit dont :				
- à 1 an au maximum à l'origine	497	497		
- à plus de 1 an à l'origine	-	-		
Emprunts et dettes financières diverses	-	-		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	38 990	38 990		
Dettes fiscales et sociales	83 043	83 043		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-		
Autres dettes	96 661	96 661		
Produits constatés d'avances	302 833	302 833		
Total	522 026	522 026	-	-

6.7.2 Charges à payer

Charges à payer	Montant brut
Fournisseurs	38 562
Factures non parvenues	38 562
RRR à accorder et autres avoirs	-
Congés payés, CET et RTT	30 528
Congés provisionnés	21 641
Charges sociales sur congés payés	8 887
Charges fiscales sur congés payés	-
Autres dettes fiscales et sociales	11 632
Personnel	-
Organismes sociaux	-
Etat	11 632
Autres dettes	96 661
Total	177 382

6.7.3 Produits constatés d'avance

Les produits constatés d'avance d'un montant de 303 K€ sont principalement liés aux contributions financières et aux appels de cotisations.

7 Informations relatives au Compte de résultat

7.1 Autres informations sur le contenu de postes du bilan et du compte de résultat

7.1.1.1 Ventilation des produits d'exploitation

Les produits d'exploitation évoluent de la manière suivante :

Montants en €	31/08/2024	31/08/2023
Cotisations	765 000	730 500
Concours publics	85 954	83 632
Subventions d'exploitation	847 799	220 692
Dons manuels	443 364	90 552
Mécénat	21 000	40 000
Contributions financières	993 887	1 036 730
Transferts de charges et reprises de provisions	109 880	35 187
Utilisations des fonds dédiés	-	-
Autres produits	22	399
Total	3 266 908	2 237 694

7.1.1.2 Cotisations sans contrepartie

Les cotisations sont enregistrées au moment de la signature de la convention ou en raison d'un engagement de la personne physique membre de l'association de régler sa cotisation. Elles sont recouvrées par appel de fonds ou par versement spontané. Elles sont prévues dans les statuts et leur montant est fixé par le règlement intérieur.

7.1.1.3 Informations relatives à la rémunération des dirigeants

En application de l'article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles ou salariés s'est élevé à 0 € durant l'exercice.

7.1.1.4 Honoraires des commissaires aux comptes

	Crowe HAF
Au titre de la mission de contrôle légal des comptes	8 200
Au titre d'autres prestations	-
Honoraires totaux	8 200

7.1.1.5 Informations concernant les contributions volontaires : nature, importance (bénévolat, mise à disposition ...)

Les principales contributions volontaires, effectuées à titre gratuit, dont bénéficie l'association correspondent à :

- Des conventions de mise à disposition de bureaux et salles de réunion ;
- Des heures passées bénévolement par les salariés d'entreprises partenaires dans le cadre du programme Défi Jeunesse, sans contrepartie, valorisées au SMIC chargé.

8 Etat des avantages et ressources provenant de l'étranger

Etat du contributeur	Date de l'avantage ou de la ressource	Personnalité juridique du contributeur	Nature de l'avantage ou de la ressource	Caractère direct ou indirect de l'avantage ou de la ressource	Mode de paiement	Montant ou valorisation de l'avantage ou de la ressource
Allemagne	30/11/2023	Personne morale	Numéraire	Direct	Virement	93 292
	29/02/2024	Personne morale	Numéraire	Direct	Virement	379 733
Total - Allemagne						473 026
Belgique	30/11/2023	Personne physique	Numéraire	Direct	Virement	35 000
Total - Belgique						35 000
Espagne	31/12/2023	Personne morale	Numéraire	Direct	Virement	15 000
	30/06/2024	Personne morale	Numéraire	Direct	Virement	30 000
Total - Espagne						15 000
États-Unis	31/12/2023	Personne physique	Numéraire	Direct	Virement	19 514
	29/02/2024	Personne physique	Numéraire	Direct	Virement	10 000
	31/05/2024	Personne morale	Numéraire	Direct	Virement	50 258
Total - États-Unis						79 772
Royaume-Uni	31/05/2024	Personne morale	Numéraire	Direct	Virement	23 861
	31/05/2024	Personne physique	Numéraire	Direct	Virement	58 000
Total - Royaume-Uni						81 861
Luxembourg	31/01/2024	Personne physique	Numéraire	Direct	Carte bleue	18
	29/02/2024	Personne physique	Numéraire	Direct	Carte bleue	127
	31/03/2024	Personne physique	Numéraire	Direct	Carte bleue	344
	30/04/2024	Personne physique	Numéraire	Direct	Carte bleue	298
	31/05/2024	Personne physique	Numéraire	Direct	Carte bleue	18
	31/07/2024	Personne physique	Numéraire	Direct	Carte bleue	3 605
Total - Luxembourg						4 410
Total des ressources provenant d l'étranger						689 069

9 Informations relatives à l'effectif

L'effectif salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

Catégories	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	10	
Non cadres	9	
TOTAL	19	0

10 **Autres informations relatives aux opérations et engagements hors bilan**

10.1 **Engagements financiers donnés et reçus**

L'association a signé plusieurs conventions pluriannuelles avec ses partenaires (entreprises ou les fondations d'entreprise), comprenant à la fois un engagement à cotiser et pour certains d'entre eux, un engagement à verser des dons pour soutenir les missions sociales de l'association.

L'Association n'a reçu ou donné aucun engagement financier à ce jour.

10.2 **Contributions volontaires en nature**

Prestations bénévoles en nature	31/08/2024	31/08/2023
Ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature	258 284	266 942
Dons en nature		
Total	258 284	266 942
Emplois		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens et services	203 778	206 908
Prestations	54 506	60 033
Personnel bénévole		
Total	258 284	266 942

11 Compte de résultat par origine et par destination et compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public

L'association fait appel public à la générosité au sens de l'article 3 de la loi du 7 août 1991.

Le compte de résultat par origine et par destination (CROD) et compte d'emploi annuel des ressources issues de la générosité du public (CER) sont présentés ci-après. Les règles de gestion et d'établissement sont décrites dans les paragraphes ci-après constituant l'annexe du CROD et du CER.

11.1 Définition des missions sociales

L'Association a pour objet d'améliorer les conditions de vie des plus démunis, autour de trois piliers essentiels l'Éducation, la Santé, et l'Insertion par l'Emploi. L'Association favorise la réussite des jeunes issus des territoires défavorisés et leur future insertion professionnelle.

Ces actions se traduisent plus particulièrement par :

- Favoriser l'égalité des chances et donner des clés d'orientation aux collégiens et lycéens des territoires prioritaires (quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) QVP, collèges REP et REP+, zones de revitalisation rurale (ZRR)), afin de leur permettre de faire des choix éclairés pour leur avenir.
- Mettre en œuvre un mode d'intervention original basé sur la mobilisation collective pour un impact collectif afin de faire converger les efforts de tous les acteurs sur un territoire (associations locales ou nationales spécialisées dans la préparation à l'orientation et l'insertion professionnelle, le développement personnel, les établissements scolaires, les entreprises et fondations d'entreprises, les collaborateurs engagés, les acteurs publics) au sein d'un programme commun : Défi Jeunesse.

Alliance pour l'éducation - United Way a pour mission de co-construire et de coordonner des programmes d'éducation en France, pour permettre aux jeunes issus de quartiers populaires de réaliser leur potentiel. Elle agit auprès de collégiens et de lycéens d'établissements du Réseau d'Education Prioritaire afin de favoriser une orientation « choisie », de faciliter leur future insertion professionnelle et de développer les compétence, codes et qualités qui mènent à l'emploi.

Son modèle d'intervention fédérateur de parties prenantes aux apports complémentaires articulées dans un programme sur la durée est unique. En effet, si de nombreuses associations agissent en faveur de l'orientation et l'insertion professionnelle et sociale des jeunes l'impact de leurs interventions reste souvent limité par un caractère ponctuel, parfois tardif dans la scolarité des jeunes, souvent centré sur un contenu.

Avec le Défi Jeunesse, Alliance pour l'éducation – United Way et ses partenaires de l'Éducation nationale, associatifs du monde économique ont bâti un programme collectif et complet, permettant à chaque association d'intervenir selon son cœur de métier, en complémentarité avec les autres associations opérantes, tout en assurant un suivi des jeunes bénéficiaires sur leur scolarité, dès leur entrée en 6ème, et jusqu'au la 3ème au collège et ensuite, au lycée.

Cette solution collective coordonnée par l'Alliance pour l'Education – United Way apporte des réponses innovantes et adaptées aux spécificités locales et fédère les actions déjà existantes en mobilisant différents acteurs d'un même territoire (collèges, lycées, institutions, associations, entreprises). Les conventions de partenariats, le reporting, et l'évaluation notamment, sont concentrées en un seul point d'entrée.

Par ce mode opératoire unique en France, Défi Jeunesse démultiplie l'impact social de la solution et associe tous ses contributeurs à un effet vertueux. Les actions s'inscrivent directement dans la contribution à l'atteinte des objectifs de développement durables des Nations Unies suivants :

- Partenariats pour la réalisation des objectifs
- Accès à une éducation de qualité
- Réduction des inégalités

11.2 *Ressources issues de la générosité du public et autres ressources*

Les ressources financières issues de la générosité du public se composent de :

- Cotisations sans contrepartie. Toutes les cotisations sont considérées comme de la générosité publique sans faire de distinction concernant la personnalité juridique du membre (personne physique, structure commerciale, structure non lucrative) ;
- Dons et mécénat ;

Les ressources hors générosité du public sont toutes les ressources de l'association à l'exclusion de celles issues de la générosité du public.

Elles se composent notamment à ce jour :

- De subventions publiques et concours publics ;
- De contributions financières sans contrepartie ;
- D'autres produits divers.

11.3 *Affectation des charges aux rubriques du compte d'emploi des ressources*

Les charges sont présentées par destination selon trois rubriques :

- Missions sociales,
- Frais de recherche de fonds,
- Frais de fonctionnement.

Par principe, les coûts affectés aux missions sociales représentent l'ensemble des coûts directs et indirects qui disparaîtrait si la mission sociale n'était pas réalisée.

Les coûts directs sont affectables aux rubriques dès leur comptabilisation. Ils recouvrent :

- Pour les missions sociales : coûts des dépenses directes des missions sociales. Elles sont présentées sur 2 lignes distinctes permettant d'identifier les versements réalisés aux partenaires de l'association dans le cadre de la mobilisation des acteurs des territoires d'intervention et les autres charges liées à la mise en œuvre directe de sa mission par l'Alliance pour l'Education – United Way.
- Pour les frais de recherche de fonds : coûts directs des opérations d'appel à générosité et de recherche de fonds privés.
- Pour les frais de fonctionnement : ensemble des autres coûts, hors coûts répartis.

Les coûts indirects sont composés des coûts complets de personnels, répartis par clé individuelle en fonction des missions de chaque salarié. Ils comprennent essentiellement les salaires, charges sociales et taxes.

11.4 ***Financement des emplois par les ressources issues de la générosité du public***

Les ressources affectées par les financeurs et donateurs (subventions, ressources issues de la générosité du public, contributions financières) financent les emplois pour lesquels elles ont été octroyées.

Les missions sociales sont financées par ordre de priorité par les subventions et concours publics, les dons, le mécénat, les contributions financières, les cotisations résiduelles. Le solde permet de financer les frais de fonctionnement.

Les cotisations permettent de financer les frais d'appel de fonds, les frais de fonctionnement, les missions sociales et le cas échéant les dotations aux provisions et dépréciations.

11.5 **Présentation du compte de résultat par origine et par destination et du compte d'emploi annuel des ressources collectées auprès du public pour l'exercice 2024**

11.5.1 **Le compte de résultat par origine et par destination**

A. PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	31/08/2024		31/08/2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1. Produits liés à la générosité du public				
Cotisations sans contrepartie	765 000	765 000	730 500	730 500
Dons, Legs et Mécénat				
Dons manuels	443 363	443 363	90 552	90 552
Mécénat	21 000	21 000	40 000	40 000
Legs, Donations et assurances vies				
Autres produits liés à la générosité du public	0	0	0	0
2. Produits non liés à la générosité du public				
Cotisations avec contrepartie				
Parrainage d'entreprise				
Contributions financières sans contre partie	993 887		1 036 730	
Autres produits non liés à la générosité du public	10 971		6 058	
3. Subventions et autres concours publics	933 753		304 324	
4. Reprises sur provisions et dépréciations	105 433		29 887	
5. Utilisation de fonds dédiés antérieurs	0	0	0	0
TOTAL	3 273 407	1 229 363	2 238 052	861 052
CHARGES PAR DESTINATION				
1. Missions sociales				
Réalisées en France				
Actions réalisées par l'organisme	820 475	0	719 586	87 284
Versement à d'autres organismes	815 170	0	799 306	90 553
Réalisées à l'étranger				
Actions réalisées par l'organisme	0		0	
Versement à d'autres organismes	0	0	0	0
2. Frais de recherche de fonds				
Frais d'appel à la générosité du public	52 527	52 527	57 096	57 096
Frais de recherche d'autres ressources	149 353	149 353	131 960	131 960
3. Frais de Fonctionnement	387 521	0	363 362	327 416
4. Dotation aux provisions et dépréciations	408 869	408 869	65 051	65 051
5. Impôts sur les bénéfices	1 307			0
6. Reports en fonds dédiés de l'exercice	260 100	260 100		
TOTAL	2 895 320	870 849	2 136 360	759 361
EXCEDENT OU DEFICIT	378 088	358 515	101 692	101 692

B. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	31/08/2024		31/08/2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1. Contributions volontaires liées à la générosité du public				
Bénévolat				
Prestations en nature	258 284	258 284	266 942	266 942
Dons en nature				
2. Contributions volontaires non liées à la générosité du public				
3. Concours publics en nature				
Prestations en nature				
Dons en nature				
TOTAL	258 284	258 284	246 614	246 614
CHARGES PAR DESTINATION				
1. Contributions volontaires aux missions sociales				
Réalisées en France	54 506	54 506	60 034	60 034
Réalisées à l'étranger				
2. Contributions volontaires à la recherche de fonds				
3. Contributions volontaires au Fonctionnement	203 778	203 778	206 908	206 908
TOTAL	258 284	258 284	266 942	266 942
EXCEDENT OU DEFICIT	0,00	0,00	0	0

11.5.2 Le compte d'emploi des ressources

EMPLOIS PAR ORIGINE	31/08/2024	31/08/2023	RESSOURCES PAR ORIGINE	31/08/2024	31/08/2023
Emplois de l'exercice			Ressources de l'exercice		
1. Missions sociales	0	177 837	1. Ressources liées à la générosité du public	1 229 363	861 052
Réalisées en France			Cotisations sans contrepartie	765 000	730 500
Actions réalisées par l'organisme	0	87 284	Dons, legs et mécénats		
Versement à d'autres organisations	0	90 553	Dons manuels	443 363	90 552
Réalisées à l'étranger			Legs, donations et assurance-vie	0	0
Actions réalisées par l'organisme	0	0	Mécénats	21 000	40 000
Versement à d'autres organisations	0	0	Autres ressources liées à la générosité du public	0	0
2. Frais de recherche de fonds	201 880	189 056			
Frais d'appel à la générosité du public	52 527	57 096			
Frais de recherche d'autres ressources	149 353	131 960			
3. Frais de fonctionnement	0	327 416			
Frais de Fonctionnement	0	327 416			
Impôts sur les bénéfices	0	0			
TOTAL DES EMPLOIS	201 880	694 310	TOTAL DES RESSOURCES	1 229 363	861 052
Dotations aux provisions et dépréciations	408 869	65 051	Reprise sur provisions et dépréciations	0	0
Report en fonds dédiés de l'exercice	260 100		Utilisations de fonds dédiés antérieurs		
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	358 515	101 692,34	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0
TOTAL	1 229 363	861 052	TOTAL	1 229 363	861 052
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	0	0
			Excédent ou insuffisance de la générosité du public	358 515	101 692
			Investissements ou désinvestissement nets liées à la générosité du public	0	0
			DAP immo financées par la GP	0	0
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	358 515	101 692

EMPLOIS PAR DESTINATION	31/08/2024	31/08/2023	RESSOURCES PAR ORIGINE	31/08/2024	31/08/2023
1. Contributions volontaires aux missions sociales			Ressources de l'exercice		
Réalisées en France	54 506	60 034	1. Contributions volontaires liées à la générosité du public		
Réalisées à l'étranger			Bénévolat		
2. Contributions volontaires à la recherche de fonds			Prestations en nature	258 284	266 942
3. Contributions volontaires au fonctionnement			Dons en nature		
	203 778	206 908			
	258 284	266 942	TOTAL	258 284	266 942

FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	31/08/2024	31/08/2023
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	0	0
Utilisation		
Report	260 100	
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	260 100	0